

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

4 MAI 1994

PROJET DE LOI

relatif à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux temps et positions dans lesquels le militaire peut se trouver

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE (1)

PAR M. MARSOUL

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 26 et 27 avril 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Candries, Cauwenberghs, Ghesquière, Marsoul, Sarens.
P.S. MM. Biefnot, Féaux, Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. MM. Cordeel, Demeulenaere, Devolder, Van Mechelen.
S.P. MM. Colla, De Bremaecker, Peeters (J.).
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.
P.S.C. MM. Beaufays, Séneca.
Ecolo/ Agalev ren
VI. M. Spinnewyn.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Brouns, Moors, Taylor, Van der Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Janssens, Perdieu, Ylief, N.
MM. Chevalier, Coveliers, Kempinaire, Van houtte, Vautmans.
MM. Bourgois (M.), Peeters (L.), Schellens, Swennen.
MM. Damseaux, Draps, Pivin.
MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Poncet.
MM. Barbé, Morael, Winkel.
MM. Dewinter, Van Overmeire.

Voir :

- 1389 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendements.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

4 MEI 1994

WETSONTWERP

betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de tijden en de standen waarin de militair zich kan bevinden

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER MARSOUL

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 26 en 27 april 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Candries, Cauwenberghs, Ghesquière, Marsoul, Sarens.
P.S. HH. Biefnot, Féaux, Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. HH. Cordeel, Demeulenaere, Devolder, Van Mechelen.
S.P. HH. Colla, De Bremaecker, Peeters (J.).
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.
P.S.C. HH. Beaufays, Séneca.
Ecolo/ Agalev ren
VI. H. Spinnewyn.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Moors, Taylor, Van der Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Janssens, Perdieu, Ylief, N.
HH. Chevalier, Coveliers, Kempinaire, Van houtte, Vautmans.
HH. Bourgois (M.), Peeters (L.), Schellens, Swennen.
HH. Damseaux, Draps, Pivin.
HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Poncet.
HH. Barbé, Morael, Winkel.
HH. Dewinter, Van Overmeire.

Zie :

- 1389 - 93 / 94 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

« A. Le projet à l'examen fait partie d'une série de cinq projets de loi qui se situent dans la perspective d'une restructuration des Forces armées. Il s'agit des projets de loi suivants :

1° un projet de loi relatif à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et aux positions dans lesquelles les militaires peuvent se trouver (Doc. n° 1389/1 - 93/94);

2° un projet de loi portant statut des militaires court terme (Doc. n° 1391/1 - 93/94);

3° un projet de loi relatif aux statuts du personnel militaire (Doc. n° 1390/1 - 93/94);

4° un projet de loi relatif aux droits pécuniaires des militaires (Doc. n° 1392/1 - 93/94);

5° un projet de loi relatif à l'utilisation des militaires en dehors des Forces armées (Doc. n° 1393/1 - 93/94).

Le ministre rappelle que le 3 juillet 1992, le gouvernement lui a demandé de procéder à une restructuration en profondeur des Forces armées, basée sur les trois directives générales suivantes :

- limiter le budget de la Défense nationale à un maximum de 98 milliards de francs jusqu'en 1997;
- supprimer le service militaire;
- respecter les engagements internationaux.

Le 29 janvier 1993, le plan de restructuration a été approuvé par le Conseil des ministres.

Entretemps, le ministre a soumis au Conseil des ministres un Plan à Moyen Terme, conforme aux limites budgétaires imposées et s'efforçant le plus possible de tenir compte des préoccupations de chacun.

Le service militaire est supprimé et la dernière levée sera pratiquement démobilisée à la fin de 1994.

Vers le milieu de cette année, environ 10 000 mutations auront été exécutées, à la suite de la suppression ou du déplacement d'une série d'unités des trois Forces armées.

Reste encore à procéder à une révision fondamentale des statuts du personnel. Jusqu'à présent, les militaires n'ont ressenti que les effets négatifs de la restructuration. Il est temps de mettre en œuvre un cadre adapté et de disposer des statuts administratifs et pécuniaire rendant possible la conversion vers une armée de métier.

Le ministre présente cinq projets de loi qui concrétisent la première étape dans cette direction. Dans l'intervalle, la loi syndicale a été votée dans les deux Chambres.

Tous les avant-projets ont été soumis au Conseil d'Etat, après concertation syndicale, et au contrôle administratif et budgétaire. En outre, ils ont fait l'objet d'un examen plus approfondi au sein d'un

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

« A. Onderhavig wetsontwerp maakt deel uit van een reeks van vijf ontwerpen die gericht zijn op een herstructurering van de Krijgsmacht. Het gaat over de volgende wetsontwerpen :

1° een ontwerp van wet betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden (Stuk n° 1389/1 - 93/94);

2° een ontwerp van wet houdende statuut van de militairen korte termijn (Stuk n° 1391/1 - 93/94);

3° een ontwerp van wet inzake de rechtstoestanden van het militair personeel (Stuk n° 1390/1 - 93/94);

4° een ontwerp van wet betreffende de geldelijke rechten van de militairen (Stuk n° 1392/1 - 93/94);

5° een ontwerp van wet betreffende beziging van militairen buiten de krijgsmacht (Stuk n° 1393/1 - 93/94).

De minister herinnert eraan dat op 3 juli 1992 door de regering de opdracht werd gegeven een diepgaande herstructurering van de Krijgsmacht door te voeren. Drie algemene richtlijnen lagen aan de basis van deze opdracht :

- het beperken van de begroting van Landsverdediging tot maximum 98 miljard frank tot in 1997;
- het afschaffen van de dienstplicht;
- het naleven van de internationale verbintenissen.

Op 29 januari 1993 heeft de Ministerraad het herstructureringsplan goedgekeurd.

Intussen heeft de minister een plan op middellange termijn aan de Ministerraad voorgesteld, binnen de opgelegde begrotingslimieten, waarin in grote mate met de bekommernissen van eenieder rekening gehouden werd.

De dienstplicht is afgeschaft en de laatste lichting zal eind 1994 bijna achter de rug zijn.

Medio 1994 zullen ook ongeveer 10 000 mutaties plaatsgehad hebben ten gevolge van de afschaffing of de overplaatsing van tal van eenheden van de drie krijgsmachtdelen.

Blijft nog een fundamentele herziening van de personeelsstatuten over. Tot nu toe hebben de militairen slechts de negatieve weerslag van de herstructurering ondervonden. Het wordt tijd dat ze nu over een aangepast tewerkstellingskader en over administratieve en geldelijke statuten beschikken, die de omwenteling naar het beroepsleger mogelijk moeten maken.

De minister stelt vijf wetsontwerpen voor, die de eerste belangrijke stap in die richting vertegenwoordigen. Intussen werd de syndikale wet in de twee kamers gestemd.

Alle wetsontwerpen werden na overleg met de vakbonden en na administratieve en budgettaire controle aan de Raad van State voorgelegd. Bovendien werden ze nog in een interdepartementale

groupe de travail interdépartemental. Les différents avis émis ont été le plus possible pris en compte.

A l'occasion des visites à nos troupes en Allemagne et au Rwanda, l'on a certainement perçu les inquiétudes des militaires quant à leur avenir. Ces projets de loi forment le socle légal de la restructuration et sont destinés à mettre en place l'arsenal législatif indispensable à l'armée de métier.

Avant de commenter les cinq projets de lois précités, il est souhaitable de présenter leur cadre général, afin de montrer clairement la cohérence entre les différents textes législatifs et réglementaires que le gouvernement veut présenter en vue de mener à bien la restructuration des Forces armées.

La caractéristique commune de ces textes est qu'ils créent un cadre de référence statutaire nouveau dont les Forces armées ont un urgent besoin afin d'atteindre progressivement l'objectif de 1997 (contingent, structure et professionnalisation complète) et de pouvoir travailler en régime à partir de ce moment, sur la base d'une structure rénovée.

A cet effet, le gouvernement entend, en première instance, déposer cinq projets de loi relatifs au statut du personnel militaire, qui devraient être votés et exécutés globalement.

Le domaine qui est couvert va de la description des positions administratives du personnel militaire et de la définition des notions des concepts de « mise en œuvre » et de « mise en condition », en passant par la voie d'une adaptation des textes relatifs au recrutement et à la formation du personnel militaire de toutes les catégories, l'introduction d'un cadre court terme, pour en arriver à une reformulation des principes en matière de statut pécuniaire.

Deux grandes lignes de force peuvent être distinguées : la spécificité des Forces armées et la réalisation future d'un statut unique.

La rédaction, en deuxième instance, d'un statut unique est destinée à obtenir une uniformité plus grande dans les dispositions disparates, qui sont actuellement contenues dans les textes en vigueur pour les différents catégories et cadres de personnel militaire, et peut difficilement donner lieu à des objections fondamentales.

Le problème de la spécificité, par contre, doit être considéré à la lumière des événements actuels, où les Forces armées sont régulièrement engagées conformément à leur finalité. Une politique, par laquelle ces Forces armées seraient sournoisement conduites à une bureaucratisation certaine, peut difficilement être suivie. Ainsi, le problème des Forces armées ne peut aucunement être réglé par la création d'un segment sectoriel formel, d'ailleurs inexistant, au sein de la fonction publique. Toutefois, à la lumière des

werkgroep verder onderzocht. Met de verschillende uitgebrachte adviezen werd maximaal rekening gehouden.

Ter gelegenheid van de bezoeken aan onze troepen in Duitsland en in Ruanda heeft men zeker de ongerustheid van de militairen ten aanzien van hun toekomst kunnen aanvoelen. Deze wetsontwerpen vormen de wettelijke basis van de herstructurering en hebben als doel het wetgevend arsenaal in plaats te stellen dat onontbeerlijk is voor het beroepsleger.

Vooraleer de vijf voornoemde ontwerpen te bespreken, is het wenselijk het algemene referentiekader voor te stellen ten einde de onderlinge samenhang aan te tonen van de wetten en verordeningen die de regering inzake Landsverdediging wenst voor te leggen om de herstructurering van de krijgsmacht te volbrengen.

Gemeenschappelijk aan deze teksten is dat zij een nieuw statutair referentiekader in het leven roepen waaraan de krijgsmacht dringend nood heeft om progressief het objectief 1997 (getalsterkte, structuur en volledige professionalisering) te bereiken en om van dan af in regime te kunnen werken op basis van een hernieuwde structuur.

Daartoe beoogt de regering, in eerste instantie, vijf wetsontwerpen inzake het statuut van het militair personeel in te dienen, die samen aangenomen en uitgevoerd zouden moeten worden.

Het domein dat bestreken wordt loopt van de beschrijving van de administratieve standen van het militair personeel en de definiëring van de begrippen « paraatstelling » en « aanwending » over de aanpassing van de teksten omtrent de werving en de opleiding van alle categorieën van het militair personeel, het invoeren van een kader korte termijn, naar de herformulering van de beginselen inzake het pécuniair statuut.

Twee krachtlijnen kunnen hierbij onderscheiden worden : de specificiteit van de krijgsmacht en de toekomstige verwezenlijking van een eenheidsstatuut.

Het opstellen, in tweede instantie, van een eenheidsstatuut kan slechts leiden naar een grotere eenvormigheid in de disparate beschikkingen die momenteel in de op de verschillende categorieën en kaders van het militair personeel toepasselijke teksten opgenomen zijn, en op dit vlak kunnen er moeilijk fundamentele bezwaren naar voren gebracht worden.

De problematiek van de specificiteit daarentegen dient gezien te worden in het licht van de huidige gebeurtenissen, waarbij de krijgsmacht regelmatig ingezet wordt in overeenstemming met haar finaliteit. Hierbij kan moeilijk een politiek worden gevoerd waarbij deze krijgsmacht sluiks de verambtelijking wordt ingesluisd. Zo kan de militaire problematiek hoegenaamd niet geregeld worden door het oprichten van een formeel, hoewel niet bestaand, sectorieel segment in de schoot van het openbaar ambt. In het

données actuelles, il est évident que, tant sur le plan organisationnel et opérationnel que sur le plan statutaire, les formules en usage au sein de la fonction publique sont impraticables, dès qu'il s'agit de l'engagement de personnel dans des missions opérationnelles pour lesquelles la distinction entre guerre et paix est de plus en plus difficile à établir.

Ainsi, la pierre angulaire de ce nouvel ensemble de projets est la définition toute neuve des positions administratives. Alors que, jusqu'à présent, le militaire en service était considéré comme étant soit en non-activité, soit en service actif sans plus, la position « en service actif » en période de paix est maintenant fractionnée.

La détermination de sous-positions (formation, service normal, service intensif, assistance, engagement) permet d'intervenir de façon ciblée sur le plan statutaire. A mesure que le risque, ainsi que la nécessité d'une disponibilité illimitée augmentent, certains droits seront modulés (suspension de la demande de retrait temporaire d'emploi, passage de la discipline administrative vers une discipline militaire, passage vers un régime simple de calcul des prestations et d'allocations en cas d'engagement, limitation de la liberté de circulation, etc ...)

Il est proposé de créer un régime administratif et pécuniaire qui compense cette augmentation des devoirs par une adaptation proportionnelle du droit au traitement. La définition claire des sous-positions et de la modulation ou non en fonction des formes d'engagement à déterminer par le pouvoir exécutif, permet de fixer *a priori*, d'une manière simple et univoque les situations statutaires de fait du personnel. Cet instrument permet également de donner dorénavant une définition explicite des expressions « mise en œuvre » et « mise en condition », qui sont utilisées depuis longtemps.

Dans ce nouveau contexte, les règles relatives au recrutement et à la formation des candidats militaires de carrière et de complément sont adaptées, un nouveau cadre court terme est créé et un statut pécuniaire spécifique élaboré. Ce dernier suit de plein droit, sur le plan des traitements de base, les minima et maxima en vigueur au sein de la fonction publique, mais est directement lié, en ce qui concerne le reste de la rémunération, à la spécificité (grades, positions, sous-positions, normalisations des prestations, prestations complémentaires). On a profité de l'introduction de ces cinq projets de loi pour résoudre, par le biais d'une loi multiple, les problèmes pendants et nouvellements surgis (congé parental, responsabilité, examen médical, anciennetés et grades, évaluations, catégories de personnel navigant, etc ...); ceci, dans l'attente de la réalisation du statut unique.

Il est incontestable qu'au-delà de la réalisation des mesures de dégageement, l'instauration du statut « court terme » permettra tout particulièrement d'une part, de disposer en permanence de personnel jeune dans les fonctions de base pour les Forces

licht van de huidige gegevens is het immers duidelijk dat zowel op organisationeel-operationeel als op statutair vlak de formules die in de schoot van het openbaar ambt gebruikt worden niet te verzoenen zijn met de inzet van personeel in operationele opdrachten waarbij het verschil tussen oorlog en vrede steeds moeilijker vast te stellen is.

Hoeksteen van dit nieuw geheel van ontwerpen is aldus de herdefiniëring van de administratieve standen. Waar tot op heden de militair in dienst beschouwd werd als zijnde ofwel in non-activiteit ofwel in werkelijke dienst zonder meer, wordt nu de stand « werkelijke dienst » in periode van vrede opgesplitst.

De vastlegging van deze deelstanden (opleiding, normale dienst, intensieve dienst, hulpverlening, inzet) maakt het mogelijk doelgericht in te grijpen op statutair vlak. Naarmate het risico evenals de noodzaak tot onbeperkte beschikbaarheid toenemen zullen bepaalde rechten gemoduleerd worden (opschorting van aanvraag tot tijdelijke ambtsontheffing, overgang van administratieve naar krijgstuicht, overgang naar een eenvoudig regime van prestatieberekening en betoelaging in geval van inzet, beperking van de vrijheid van verplaatsing enz...).

Er wordt voorgesteld administratief en pecuniair een stelsel in het leven te roepen waarbij deze toename van plichten gecompenseerd wordt met een evenredige aanpassing van het recht op bezoldiging. De duidelijke bepaling van deelstanden en het al dan niet verder moduleren van de door de uitvoerende macht te bepalen inzetvormen, maakt het in dit verband mogelijk op eenvoudige en eenduidige wijze de *de facto* statutaire toestanden van het personeel *a priori* vast te leggen. Voornoemd instrument maakt het eveneens mogelijk voortaan een ondubbelzinnige definitie te geven van de sinds jaar en dag gebruikte begrippen « aanwending » en « paraatstelling ».

In deze nieuwe context worden de regels betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-beroeps- en aanvullingsmilitairen aangepast, een nieuw kader korte termijn in het leven geroepen en een specifiek geldelijk statuut uitgewerkt. Dit laatste volgt op het vlak van de basiswedde van rechtswege de minima en maxima van het openbaar ambt maar koppelt voor het overige de verloning aan de specificiteit (graad, standen, deelstanden, normalisatie van de prestaties, aanvullende prestaties). Van het indienen van deze vier wetsontwerpen werd gebruik gemaakt om door middel van een verzamelwet alle hangende en nieuw opgedoken problemen (ouderschapsverlof, aansprakelijkheid, medisch onderzoek, anciënniteiten en graden, evaluaties, categorieën varend personeel, en dergelijke) een oplossing te geven. Dit zou gebeuren in afwachting van de realisatie van het eenheidsstatuut.

Het staat buiten kijf dat buiten de realisatie van de afvloeiingsmaatregelen, het vooral de invoering van het statuut « korte termijn » zal zijn dat enerzijds de krijgsmacht in het algemeen en de inzetbare eenheden in het bijzonder zal in staat stellen perma-

armées, en général et pour les unités qui peuvent être engagées, en particulier, et d'autre part, de fixer des barèmes attractifs, malgré le cadre contraignant des restrictions budgétaires.

Remarques d'ordre terminologique

Le ministre souligne le caractère technique de la formulation de nombreux termes.

Lors des discussions au Sénat, plusieurs membres ont émis à maintes reprises des observations relatives à la langue souvent archaïque dans laquelle les textes proposés — en particulier dans la version néerlandaise — ont été rédigés.

Il a été répondu qu'il convenait logiquement de tenir compte de la terminologie utilisée par la législation existante, dans la mesure où les textes proposés y réfèrent souvent.

Le ministre annonce toutefois la prochaine publication d'une brochure qui traduira les nouvelles lois en des termes moins administratifs et plus accessibles à tous.

B. En ce qui concerne le projet à l'examen, le ministre fournit l'aperçu suivant :

1. Cadre général

L'absence d'une législation qui détermine clairement l'emploi des Forces armées en temps de crise, et d'autre part, la définition de missions nouvelles dans le contexte international d'une part, font apparaître la nécessité d'un cadre clair, dans lequel les positions et sous-positions administratives sont décrites, desquelles les différentes possibilités d'engagement découleront.

Le projet définit également les notions de mise en condition et de mise en œuvre des Forces armées.

2. La mise en condition

La mise en condition comprend trois étapes possibles :

— tout d'abord, les besoins sont exprimés, sur les plans qualitatif et quantitatif, dans tous les domaines : personnel, matériel et infrastructure, en tenant compte des moyens budgétaires;

— ensuite, les moyens alloués doivent être répartis entre les forces, et dans chaque force, entre les différents éléments de l'organisation (états-majors, écoles, unités);

— enfin, préalablement à un engagement possible, une unité peut être mise sur préavis, c'est-à-dire que cette unité est spécifiquement préparée, pendant une période déterminée, à sa mission prévue. Ceci signifie évidemment que certains droits des militaires qui appartiennent aux unités concernées, peuvent être limités dans une certaine mesure pendant cette période.

nent over jong personeel te beschikken, en anderzijds het vastleggen van interessante weddeschalen zal mogelijk maken ondanks het bindend karakter van budgettaire restricties.

Terminologie

De minister onderstreept dat tal van technische begrippen worden gehanteerd.

Tijdens de besprekingen in de Seznaat hebben verscheidene leden er vaak op gewezen dat de voorgestelde teksten — in het bijzonder de Nederlandse versie — veelal in verouderde taal zijn gesteld.

Daarop werd geantwoord dat rekening moet worden gehouden met de terminologie die in de vigerende wetten wordt gehanteerd aangezien de voorgestelde teksten vaak naar die wetten verwijzen.

De minister deelt echter mee dat weldra een brochure zal worden uitgegeven die de nieuwe wetten in toegankelijke en minder administratieve bewoordingen zal omzetten.

B. Wat onderhavig wetsontwerp betreft, geeft de minister het volgende overzicht :

1. Algemeen kader

Enerzijds het ontbreken van een wetgeving die het gebruik van de krijgsmacht in crisistijd duidelijk bepaalt, en anderzijds de bepaling van nieuwe opdrachten in internationaal verband hebben de noodzaak laten blijken van een duidelijk kader, waar administratieve standen en deelstanden beschreven worden, waaruit bovendien verschillende inzetmogelijkheden zullen voortvloeien.

In dit ontwerp worden eveneens de begrippen paraatstelling en aanwending van de strijdkrachten bepaald.

2. Paraatstelling

De paraatstelling omvat drie mogelijke stappen :

— eerst en vooral worden de behoeften uitgedrukt, dit op kwantitatief en kwalitatief vlak, en op alle gebieden : personeel, materieel en infrastructuur, rekening houdend met de budgettaire middelen;

— vervolgens dienen de toegekende middelen verdeeld te worden tussen de krijgsmachtdelen, en in elk krijgsmachtdeel, tussen de verschillende elementen van de organisatie (staven, scholen, eenheden);

— ten slotte, voorafgaandelijk aan een mogelijke inzet, kan een eenheid op preadvies gesteld worden, dat wil zeggen dat deze eenheid gedurende een bepaalde periode tot de voorziene opdracht specifiek voorbereid wordt. Dit betekent uiteraard dat bepaalde rechten van de militairen die tot de betrokken eenheden behoren tijdens deze periode in een zekere mate beperkt kunnen worden.

3. *La mise en œuvre*

A la suite de décisions qui sont prises par le gouvernement dans le cadre de nos obligations internationales ou de missions prévues sur le territoire national, les Forces armées peuvent être engagées dans un large éventail de missions.

Afin de mieux placer ces formes d'engagement dans leur cadre, deux périodes sont définies : la période de paix et la période de guerre. La période de guerre est ouverte pour l'ensemble des Forces armées dans le cadre d'un conflit international par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Elle se distingue du temps de guerre par le fait qu'elle ne concerne que les militaires. La période de paix est toute période en dehors d'une période de guerre. Il s'agit de se démarquer du processus particulièrement lourd de la mobilisation afin de préparer les opérations.

Dans ces deux périodes, le militaire est soit en service actif, soit en non-activité : ce sont les positions de base. Le projet de loi définit également les notions de congé illimité et de congé définitif.

La position « en service actif » est subdivisée plus avant; le militaire peut se trouver dans une des sous-positions suivantes :

- en formation : élèves des écoles pendant leur formation « académique »;
- en service normal;
- en service intensif : exercices de plus de 24 heures, périodes de camps et de manœuvres;
- en assistance : soit sur le territoire national, soit à l'étranger;
- en engagement opérationnel : avec une répartition supplémentaire entre cinq formes d'engagement possibles : le maintien de l'ordre (national), les missions d'observation, les missions de protection, l'engagement armé passif et l'engagement armé actif.

Le but est de fixer un lien univoque entre d'une part, la position et la sous-position et d'autre part, les statuts administratifs et pécuniaires. Ainsi, à l'avenir, les militaires connaîtront avec précision non seulement leurs droits pécuniaires mais aussi leurs droits et obligations pour chaque type de mission.

Il faut souligner que ce projet de loi ne décrit qu'un cadre, dans lequel le militaire peut à chaque fois trouver sa place. Ce cadre fait suite à une décision politique préalable. »

3. *De aanwending van de strijdkrachten*

Als gevolg van beslissingen die door de regering in de schoot van onze internationale verplichtingen of in het kader van opdrachten die op het nationaal grondgebied genomen worden, kunnen de strijdkrachten in een brede waaier van opdrachten ingezet worden.

Om deze verschillende mogelijke inzetvormen beter in hun kader te plaatsen, worden twee periodes bepaald : de periode van oorlog en de periode van vrede. De periode van oorlog wordt voor de hele krijgsmacht in het kader van een internationaal conflict door middel van een in de Ministerraad beraadslaagd koninklijk besluit, opengesteld. Ze onderscheidt zich van de oorlogstijd door het feit dat ze enkel de militairen betreft. De periode van vrede is dan elke periode buiten de periode van oorlog. Zo kan men afstand nemen van het zwaar mobilisatiesysteem om de operaties voor te bereiden.

De militair kan in beide periodes ofwel in werkelijke dienst ofwel in non-activiteit zijn : dit zijn de twee basisstanden. Het wetsontwerp bepaalt verder de noties van onbepaald verlof en van definitief verlof.

De stand « in werkelijke dienst » wordt verder onderverdeeld; de militair kan zich in de volgende deelstanden bevinden :

- in vorming : leerlingen van de scholen tijdens hun « academische » vorming;
- in normale dienst;
- in intensieve dienst : oefeningen van meer dan 24 uren, kampperiodes en manœuvres;
- in hulpverlening, hetzij op het nationaal grondgebied, hetzij in het buitenland;
- in operationele inzet, met een verdere indeling in vijf mogelijke inzetvormen : handhaving van de orde (nationaal), waarnemingsopdrachten, beschermingsopdrachten, passieve gewapende inzet en actieve gewapende inzet.

De bedoeling is een eenduidige band te leggen tussen enerzijds de stand en de deelstand, en anderzijds, het administratief statuut en de bezoldigingsregeling. Zo zullen de militairen in de toekomst niet alleen hun geldelijke rechten maar ook hun rechten en verplichtingen voor iedere vorm van opdracht altijd nauwkeurig kennen.

Hier dient onderstreept dat dit wetsontwerp slechts een kader beschrijft, waar de militair telkens zijn plaats kan terugvinden. Dit kader is het gevolg van een voorafgaandelijke politieke beslissing. »

II. — DISCUSSION GENERALE

A. Intervention des membres

M. Demeulenaere signale que dans le contexte actuel, caractérisé par des tensions internationales de toute nature et par l'engagement de nos militaires dans le cadre de diverses missions internationales de maintien de la paix ou de la sécurité, il est plus que jamais nécessaire, dans l'intérêt même du militaire, de définir de manière plus précise le cadre administratif auquel il ressortit et ce, compte tenu des réformes en cours dans l'armée.

L'orateur apprécie le travail de préparation des textes proposés accompli par le ministre et le Cabinet mais regrette la formulation peu heureuse de certaines dispositions.

D'autre part, il se réjouit de l'adoption, au Sénat, de certains amendements déposés par des membres du groupe VLD. C'est pourquoi, il signale qu'il ne déposera plus d'amendements dans la présente Commission.

L'intervenant regrette toutefois l'utilisation peu appropriée des expressions « périodes de guerre » et « périodes de paix ». Les termes « temps de guerre » et « temps de paix » auraient été préférables. Par ailleurs, il aurait été souhaitable de prévoir une définition légale du temps de crise. Ce concept est défini, certes sous d'autres formulations, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France.

Enfin, aux termes de l'article 2 proposé, la période de guerre débute et prend fin aux moments fixés par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. On constate, une fois de plus, que le Parlement est mis hors jeu en la matière. Or, il serait souhaitable que le Parlement soit légalement impliqué dans la décision de fixation de cette période de guerre, étant donné l'importance de cette décision. *L'implication dans la décision* signifie que le Parlement doit être, préalablement, au moins mis au courant du déroulement des événements et, en particulier de la déclaration d'une période de guerre.

M. De Bremaeker indique qu'il se limitera à quelques observations, étant donné que les textes proposés ont déjà fait l'objet de longues discussions au Sénat. Les cinq projets déposés revêtent une importance capitale pour les militaires non seulement parce qu'ils sont soutenus par nombre d'entre eux mais également parce qu'ils ont reçu l'approbation de différentes organisations syndicales militaires.

En réponse à *M. Demeulenaere*, il précise que dans certaines circonstances, des décisions doivent pouvoir être prises très rapidement par le (seul) gouvernement, de sorte qu'il est malaisé de convoquer le Parlement. Pour le surplus, le Parlement doit pouvoir être impliqué à part entière dans les décisions d'engagement des Forces armées.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Interventies van de leden

Gezien de huidige context van internationale spanningen allerhande waarbij onze militairen worden ingezet voor uiteenlopende internationale opdrachten tot handhaving van de vrede of ter vrijwaring van de veiligheid, is het volgens *de heer Demeulenaere* in het belang van de militairen zelf meer dan ooit noodzakelijk dat het administratief kader dat op hen van toepassing is duidelijker wordt gedefinieerd. Daarbij moet natuurlijk rekening worden gehouden met de hervormingen die momenteel bij het leger worden doorgevoerd.

Spreker kan het voorbereidend werk van de minister en het kabinet met betrekking tot de voorgestelde teksten naar waarde schatten, maar betreurt dat de formulering van sommige bepalingen niet erg geslaagd is.

Anderzijds verheugt hij zich erover dat bepaalde amendementen die de VLD-fractie in de Senaat heeft ingediend, werden aangenomen. Hij zal in deze Commissie bijgevolg geen amendementen meer indienen.

Spreker betreurt de niet erg geslaagde uitdrukkingen « in perioden van oorlog » en « in perioden van vrede »; zijn voorkeur gaat uit naar « in oorlogstijd » en « in vredetijd ». Bovendien had men er ook beter aan gedaan de term « crisisperiode » te definiëren. Dat begrip werd in Nederland, Groot-Brittannië en Frankrijk natuurlijk wel in de vorm van andere formuleringen gedefinieerd.

Volgens het voorgestelde artikel 2 begint en eindigt de periode van oorlog op de tijdstippen die door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit worden vastgelegd. We stellen eens te meer vast dat het Parlement buiten spel wordt gezet. Gelet op het belang van de beslissing zou het wenselijk zijn dat het Parlement wordt betrokken bij het bepalen van de periode van oorlog. *Dat het Parlement bij de besluitvorming wordt betrokken*, betekent dat het ten minste op voorhand op de hoogte moet worden gebracht van de gebeurtenissen, en in het bijzonder van de verklaring van een periode van oorlog.

De heer De Bremaeker wijst erop dat hij zich tot enkele opmerkingen zal beperken, daar de voorgestelde tekst al uitgebreid werd besproken in de Senaat. De vijf ingediende ontwerpen zijn van kapitaal belang voor de militairen. Niet alleen omdat een groot aantal onder hen achter die voorstellen staat, maar ook omdat ze de goedkeuring wegdragen van verschillende militaire vakbonden.

Op de vraag van *de heer Demeulenaere* antwoordt hij dat de regering in bepaalde omstandigheden heel snel moet kunnen beslissen, zodat het moeilijk wordt om het Parlement bijeen te roepen. Voor het overige moet het Parlement volwaardig worden betrokken bij de beslissing om strijdkrachten in te zetten.

M. Dallons regrette fondamentalement que le Parlement soit mis hors jeu en ce qui concerne les décisions gouvernementales de mise en œuvre des Forces armées. Le fait que l'on se trouve actuellement en présence d'une armée de métier renforce la conviction de l'orateur suivant laquelle il est possible d'associer le Parlement aux dites décisions.

Les événements dramatiques récents au Rwanda confirment ce point de vue, dans la mesure où des missions internationales de maintien ou de rétablissement de la paix ou de la sécurité devraient faire l'objet d'un consensus et d'une évaluation politiques et être le résultat d'un débat approfondi au sein du Parlement, qui tiendrait également compte d'éléments de politique extérieure et de coopération. Cela grandirait notre système démocratique.

L'argument de l'urgence, qui justifierait la mise hors jeu du Parlement, n'est selon l'intervenant pas pertinent; il n'est pas urgent de prendre la décision d'envoyer des troupes belges dans les missions d'assistance internationale précitées.

M. Dallons annonce par conséquent le dépôt d'un amendement à l'article 3, qui tend à permettre au Parlement d'être consulté sur les modes d'engagement d'opérations militaires davantage ponctuelles. Cet amendement n'exclut pas la faculté, dans le chef du gouvernement, d'envoyer d'urgence des troupes dans des Etats où les ressortissants belges sont par exemple en danger.

M. Candries se demande s'il n'aurait pas été utile de prévoir, dans le projet à l'examen, une référence plus claire au contexte international dans le cadre duquel nos Forces armées sont appelées à intervenir et aux implications de cette intervention.

En outre, le projet aurait dû opérer la distinction entre les différents types de commandement (total, opérationnel et tactique) et expliciter les différents niveaux de compétence en la matière.

B. Réponses du ministre de la Défense Nationale

Le ministre fait observer qu'il a été tenu compte dans la mesure du possible, en Commission du Sénat, des amendements et des corrections de texte émanant notamment de l'opposition.

Il espère que ce projet sera examiné dans un esprit de consensus.

En ce qui concerne l'apport du Parlement dans la prise de décisions, deux considérations, qui peuvent être complémentaires, peuvent être avancées.

D'une part, il doit être clair qu'à un moment donné, le gouvernement doit prendre une décision dont il est responsable. D'autre part, le ministre est disposé à impliquer davantage — et pas seulement *a posteriori* — le Parlement, et en particulier les Commissions de la Défense, dans les discussions en matière

De heer Dallons betreurt ten zeerste dat het Parlement op die manier afzijdig wordt gehouden van de beslissingen van de regering om strijdkrachten in te zetten. Het feit dat we tegenwoordig over een beroepsleger beschikken, sterkt spreker in zijn overtuiging dat het zeer wel mogelijk is het Parlement bij die beslissingen te betrekken.

De recente tragische gebeurtenissen in Rwanda schragen die zienswijze: ze tonen aan dat over de internationale opdrachten voor de handhaving of het herstel van de vrede of veiligheid een politieke consensus moet bestaan, dat die opdrachten politiek moeten worden geëvalueerd en het resultaat moeten zijn van een grondig debat in het Parlement, waarbij rekening wordt gehouden met het buitenlands beleid en het samenwerkingsbeleid. Dat zou ons democratische bestel ten goede komen.

Volgens spreker mag niet met de dringende noodzakelijkheid worden geschermd om het Parlement buiten spel te zetten: bij voornoemde internationale bijstandsoopdrachten moet nooit dringend een beslissing worden genomen over het inzetten van Belgische troepen.

De heer Dallons deelt mee dat hij bijgevolg een amendement op artikel 3 zal indienen, dat ertoe strekt de raadpleging van het Parlement mogelijk te maken over de wijze waarop specifieke militaire operaties moeten worden gevoerd. Dat amendement raakt niet aan de mogelijkheid van de regering om dringend troepen te sturen naar landen waar bijvoorbeeld Belgische onderdanen in gevaar zijn.

De heer Candries vraagt zich af of het niet nuttig ware geweest in het besproken ontwerp een duidelijker verwijzing op te nemen naar de internationale context waarin onze krijgsmacht moet optreden en naar de implicaties van dat optreden.

Bovendien had het ontwerp een onderscheid moeten maken tussen de verschillende soorten van bevelvoering (totale, operationele en tactische bevelvoering) en duidelijk de verschillende bevoegdheidsniveaus ter zake moeten uiteenzetten.

B. Antwoorden van de minister van Landsverdediging

De minister merkt op dat in de Senaatscommissie in de mate van het mogelijke rekening is gehouden met de amendementen en de tekstverbeteringen, inzonderheid met die van de oppositie.

Hij hoopt dat de Commissie tot een consensus kan komen naarmate de bespreking van het ontwerp vordert.

Met betrekking tot de inspraak van het Parlement in de besluitvorming kunnen twee misschien complementaire opmerkingen worden gemaakt.

Enerzijds is het duidelijk dat de regering op een gegeven moment een beslissing moet nemen waarvoor ze de verantwoordelijkheid op zich neemt. Anderzijds is de minister bereid het Parlement en inzonderheid de Commissies voor de Landsverdediging vaker — en niet alleen *a posteriori* — te betrek-

de Défense nationale, de sorte que l'on puisse tendre, par le biais d'une large diffusion de l'information, à un consensus qui dépasserait le clivage entre majorité et opposition.

A la lumière des récents événements tragiques, notamment en Yougoslavie et au Rwanda, le ministre n'a pas d'objection à discuter au Parlement, même préalablement, de l'envoi de troupes belges dans des missions internationales de maintien ou de rétablissement de la paix ou de la sécurité.

Cela peut être utile notamment pour marquer notre sympathie vis-à-vis des Forces armées.

Il n'en demeure pas moins que des décisions rapides doivent pouvoir être prises, dans certaines circonstances, par le gouvernement agissant seul.

Il en est ainsi de l'envoi de troupes au Rwanda qui fut décidé très rapidement par le gouvernement, parce qu'un besoin urgent de troupes se faisait sentir.

Le ministre signale, par ailleurs, que les textes proposés ont non seulement été préparés de manière intensive mais également discutés avec les différentes organisations syndicales.

Des corrections ont été apportées, compte tenu des remarques formulées. On a essayé de créer un climat social favorable permettant de concrétiser l'apport nécessaire des militaires.

En réponse à *M. Demeulenaere*, le ministre signale que la notion « période de guerre » est plus restrictive que celle de « temps de guerre ». Le temps de guerre concerne la Nation entière.

En réponse à *M. Candries*, le ministre indique que le texte proposé envisage les aspects statutaires des différentes positions des militaires et non pas les aspects militaires du commandement.

Ces deux aspects ne doivent pas être confondus.

ken bij de besprekingen op het stuk van de landsverdediging, zodat men door een ruimere verspreiding van informatie tot een consensus kan komen die de kloof tussen meerderheid en oppositie overstijgt.

Gelet op de recente tragische gebeurtenissen, met name in Joegoslavië en Ruanda, heeft de minister geen bezwaar om zelfs vooraf besprekingen met het Parlement te voeren over het sturen van Belgische troepen voor internationale opdrachten voor de handhaving of het herstel van de vrede of veiligheid.

Dat kan inzonderheid nuttig zijn om onze sympathie voor onze strijdkrachten te tonen.

Het neemt echter niet weg dat de regering in bepaalde omstandigheden snel alléén beslissingen moet kunnen nemen.

Dat is gebeurd met het sturen van troepen naar Ruanda waarover de regering snel heeft beslist omdat die troepen daar dringend nodig waren.

De minister wijst er vervolgens op dat de voorgestelde teksten niet alleen grondig voorbereid zijn, maar ook met de diverse vakverenigingen werden besproken.

Op grond van hun opmerkingen werden de teksten bijgestuurd en heeft men gepoogd een gunstig sociaal klimaat te scheppen waarin op de onontbeerlijke steun van de militairen kan worden gerekend.

In antwoord op *de heer Demeulenaere* merkt de minister op dat het begrip « periode van oorlog » restrictiever is dan « oorlogstijd ». De « oorlogstijd » is een toestand die voor de hele Natie geldt.

De minister antwoordt *de heer Candries* dat de voorgestelde tekst handelt over de rechtspositie van de militairen in de diverse situaties waarin zij zich kunnen bevinden, en niet over de militaire aspecten van de bevelvoering.

Beide zaken mogen niet door elkaar worden gehaald.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

1. Intitulé du projet de loi

Le ministre signale qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le titre du projet. Elle ne pose toutefois pas problème dans la mesure où le contenu du texte proposé est correct. Le ministre propose, le cas échéant, de corriger ce titre lors d'une modification ultérieure de la législation en cause.

Le Président fait observer que le *Compte rendu analytique* du Sénat (séance du 29 mars 1994, p. 605; séance du 31 mars 1994, p. 640) fait apparaître un problème. Un amendement de M. Vermeiren (Doc. Sénat n° 927/4) tendant à remplacer, dans l'intitulé du texte proposé, les mots « périodes et positions dans lesquelles » par les mots « temps et positions dans lesquels » avait, semble-t-il, recueilli l'assentiment général. Or, il est indiqué par la suite que « les amendements de M. Vermeiren à l'article 1^{er} ne sont pas adoptés ».

Il serait par conséquent indiqué de consulter le Sénat sur ce point, de sorte que la Commission puisse se prononcer en connaissance de cause.

M. Dallons se rallie aux observations du Président. Le nouvel intitulé, tel que proposé au Sénat, représente à ses yeux plus qu'un simple amendement technique. Le rapport du Sénat (Sénat, Doc. n° 927/2 - 93/94, p. 15) fait apparaître la différence essentielle entre temps et période (de paix et de guerre). Tous les chapitres du texte proposé utilisent au demeurant le terme « période ». Ce terme devrait, dès lors, être retenu dans l'intitulé du projet de loi.

Article 1^{er}

M. Féaux fait observer que le texte de cette disposition de l'avant-projet, tel que soumis pour avis au Conseil d'Etat, faisait état d'un 4°, qui prévoyait des sous-classifications déterminées par le Roi, en fonction desquelles les droits et obligations des militaires auraient pu varier.

Un problème de constitutionnalité a été soulevé par le Conseil d'Etat, dans la mesure où la détermination de ces droits et obligations relève, aux termes de l'article 118 (actuellement 182) de la Constitution, du seul législateur.

Cette objection a été rencontrée par les auteurs du projet puisque le 4° a disparu du texte définitif. Toutefois, le même texte fait état du pouvoir du Roi, conféré par l'article 167 de la Constitution.

L'intervenant demande dès lors que le ministre confirme l'interprétation du Conseil d'Etat relative à l'article 118 de la Constitution, de manière à ce que la voie ne soit pas ouverte à des suppressions des droits des militaires par simple voie d'arrêté royal.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

1. Opschrift van het wetsontwerp

De minister verklaart dat in het opschrift van het ontwerp een wezenlijke fout is geslopen. Zij zorgt evenwel niet voor problemen, aangezien de inhoud van de voorgestelde tekst correct is. Hij stelt dan ook voor dat opschrift later aan te passen, als de betrokken wetgeving wordt gewijzigd.

De voorzitter merkt op dat uit het *Beknopt Verslag* van de Senaat (vergadering van 29 maart 1994, blz. 605 en van 31 maart 1994, blz. 640) blijkt dat zich ter zake een probleem voordoet. De heer Vermeiren had immers een amendement ingediend (Stuk Senaat n° 927/4) dat ertoe strekte in het opschrift van de voorgestelde tekst de woorden « de periodes » door de woorden « de tijden » te vervangen. Dat amendement leek de goedkeuring van iedereen te kunnen wegdragen. Verder in de tekst staat evenwel te lezen dat de amendementen van de heer Vermeiren op artikel 1 niet werden aangenomen.

Hij acht het bijgevolg wenselijk de Senaat hierover te raadplegen, zodat de Commissie zich met kennis van zaken kan uitspreken.

De heer Dallons sluit zich bij de voorzitter aan. Het nieuwe opschrift dat in de Senaat werd voorgesteld, is zijns inziens immers veel meer dan een louter technische amendering. Het verslag van de Senaat (Stuk Senaat n° 927/2 - 93/94, blz. 15) wijst er immers duidelijk op dat een fundamenteel onderscheid tussen tijd en periode (van oorlog en van vrede) moet worden gemaakt. Voorts wordt het woord « periode » in alle hoofdstukken van de voorgestelde tekst gebruikt en moet het dus ook in het opschrift van het wetsontwerp blijven staan.

Artikel 1

De heer Féaux merkt op dat die bepaling in het voorontwerp, dat voor advies naar de Raad van State werd overgezonden, nog een 4° bevatte, waarin sprake was van « de door de Koning bepaalde verdere indelingen » waarvan de rechten en plichten van de militairen kunnen afhangen.

Volgens de Raad van State rees hierbij een grondwettelijk probleem, aangezien krachtens artikel 118 (nu 182) van de Grondwet alleen de wetgever bevoegd is om die rechten en plichten vast te stellen.

De indieners van het ontwerp zijn aan dat bezwaar tegemoetgekomen, aangezien het 4° uit de definitieve tekst is verdwenen. Diezelfde tekst verwijst wel naar de bevoegdheid die de Koning op grond van artikel 167 van de Grondwet wordt verleend.

Spreker vraagt derhalve dat de minister de interpretatie van de Raad van State inzake artikel 118 van de Grondwet zou bevestigen als men de mogelijkheid wil uitsluiten dat de rechten van de militairen bij gewoon koninklijk besluit zouden worden afgeschaft.

Le ministre indique que la formulation du texte proposé est fondée sur une jurisprudence constante du Conseil d'Etat : « Considérant que s'il est vrai que l'article 118 (actuellement 182) de la Constitution confère au législateur le saisi de régler les droits et obligations des militaires, le Roi n'en puise pas moins dans l'article 68 (actuellement 167) de la Constitution — qui lui confie dans son alinéa premier (actuellement § 1^{er}, alinéa deux) le commandement des Forces armées — le pouvoir de déterminer la mesure de ces droits et obligations (voir arrêts du Conseil d'Etat n° 25 595 du 30 juillet 1985, n° 27 868 du 6 mai 1987 et n° 31 584 du 14 décembre 1988). »

Le ministre confirme toutefois que l'article 1^{er} proposé n'offre pas la possibilité de modifier certains droits et obligations des militaires.

Art. 2

Cet article n'appelle pas d'observations.

Art. 3

M. Dallons présente un amendement n° 1 (Doc. n° 1389/2) tendant à remplacer le 2°, a), du § 1^{er} de l'article par une disposition précisant qu'il s'agit d'opérations définies dans le cadre de traités internationaux ou d'opérations dont le mode d'engagement est déterminé par le Roi, en tenant compte de l'avis du Parlement.

L'auteur de l'amendement estime que l'engagement de militaires pour des missions dans le cadre de l'ONU, de l'OTAN, de l'UEO et d'autres organisations analogues doit faire l'objet au Parlement d'un débat préalable sur l'opportunité de telles missions.

La possibilité d'engager des militaires dans le cadre de missions d'assistance urgentes tombera sous l'application du point b), de sorte que l'avis préalable du Parlement ne sera pas requis dans ce cas et que l'on pourra intervenir rapidement.

M. Van Dienderen appuie cet amendement et souligne que la plupart des pays démocratiques réservent ce genre de décisions au Parlement. Il cite l'exemple des Etats-Unis.

Par ailleurs, la Constitution, qui ne confère en effet aucun pouvoir de décision en la matière au Parlement, n'interdit pas d'associer les élus du peuple aux décisions concernant l'engagement de militaires.

M. De Bremaeker fait observer qu'un amendement analogue a été présenté en commission du Sénat. Il souligne également que le texte n'oblige pas le Roi à suivre l'avis du Parlement.

Le ministre renvoie à l'article 167 de la Constitution. Il souligne, en outre, que la disposition que l'on

De minister geeft aan dat de formulering van de voorgestelde tekst op een vaste rechtspraak van de Raad van State berust : « Overwegende dat, hoewel artikel 118 (thans 182) van de Grondwet aan de wetgever de bevoegdheid toekent om de rechten en verplichtingen van de militairen te regelen, de Koning aan artikel 68 (thans 167) van de Grondwet — waarvan het eerste lid (thans § 1, tweede lid) Hem het bevel over de strijdkrachten toevertrouwt — niettemin de bevoegdheid ontleent om de mate te bepalen waarin die rechten en plichten uitgeoefend worden (zie arresten Raad van State n° 25 595 van 30 juli 1985, n° 27 868 van 6 mei 1987 en n° 31 584 van 14 december 1988). »

De minister bevestigt evenwel dat het voorgestelde artikel 1 niet de mogelijkheid biedt bepaalde rechten en verplichtingen van de militairen te wijzigen.

Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 3

De heer Dallons heeft een amendement n° 1 (Stuk n° 1389/2) ingediend, waarbij wordt voorgesteld het 2°, a), in § 1 van het artikel te vervangen, om te verduidelijken dat het operaties betreft die worden omschreven in internationale verdragen of operaties waarvoor de wijze van operationele winst door de Koning wordt bepaald, rekening houdend met het standpunt van het Parlement.

De indiener van het amendement is van oordeel dat voorafgaand aan het inzetten van militairen voor operaties in het kader van de VN, de NAVO, de WEU en andere soortgelijke organisaties, een parlementair debat moet plaatsvinden over de opportuniteit van dergelijke opdrachten.

De mogelijkheden om militairen in te zetten in het kader van de dringende hulpverlening zal onder de toepassing vallen van het punt b), zodat in dat geval geen voorafgaande standpuntbepaling van het Parlement vereist zou zijn en snel kan worden opgetreden.

De heer Van Dienderen steunt dit amendement. Hij wijst erop dat in de meeste democratische landen dergelijke beslissingen toekomen aan het Parlement. Spreker verwijst naar het voorbeeld van de VSA.

Voorts verhindert de Grondwet, die het Parlement ter zake inderdaad geen beslissingsbevoegdheid toekent, niet dat de verkozenen des volks bij een beslissing tot het inzetten van militairen worden betrokken.

De heer De Bremaeker merkt op dat in de Senaatscommissie een gelijkkluidend amendement werd ingediend. Hij wijst er ook op dat de tekst de Koning niet de verplichting oplegt het advies (zie de Franse tekst) van het Parlement te volgen.

De minister verwijst naar artikel 167 van de Grondwet. Voorts onderstreept hij dat de bepaling

propose d'amender a trait à la question de savoir à quel moment un militaire se trouve en période de paix. C'est le cas lorsqu'il participe à des opérations qui découlent de décisions politiques. La manière dont ces décisions ont été prises est sans importance à cet égard.

M. Candries se rallie à ce point de vue. Le militaire doit savoir quelle est sa position statutaire. Dans l'intérêt de la sécurité juridique, ce statut ne peut pas être tributaire des vicissitudes de la politique.

L'auteur de l'amendement rétorque que celui-ci ne modifie en rien le statut du militaire. Il vise uniquement à préserver, même pour l'avenir, le dialogue entre le Parlement et le gouvernement en ce qui concerne l'engagement opérationnel de militaires.

M. De Bremaeker s'interroge sur les raisons des mentions respectives du Roi et du gouvernement ou du ministre de la Défense nationale, selon qu'il s'agisse de décisions de mise en œuvre des Forces armées (en période de paix) respectivement visées aux a) et b) du § 1^{er}, 2°. Par ailleurs, le ministre de la Défense nationale peut-il décider seul d'entamer la période de guerre ?

Le ministre répond que les décisions prises par le Roi sur la base du § 1^{er}, 2°, a), sont relatives aux modes d'engagement opérationnel des Forces armées. Les décisions prises sur la base du § 1^{er}, 2°, b), concernent, quant à elles, l'assistance fournie par les Forces armées. Si cette assistance se situe sur le plan international, la décision considérée doit être prise par le gouvernement. Si cette assistance se situe sur le plan national (exemple : destruction d'une tour d'église qui menace de s'effondrer) le ministre de la Défense nationale peut, seul, prendre la décision considérée.

M. De Bremaeker évoque ensuite la situation suivante : les Forces armées sont amenées à remplir une mission d'assistance à la population kurde en Turquie. Si cette mission se transforme, par la suite, en engagement opérationnel (envois d'avions dans le cadre de missions de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UEO selon le cas), le Roi devra-t-il donner son consentement à cette transformation ?

Le ministre précise que dans ce cas, une partie des Forces armées, en l'occurrence la Force aérienne, sera mise en œuvre sur base de la décision du gouvernement, dans une opération qui appartient à un des cinq modes d'engagement opérationnel actuellement définis par arrêté royal (maintien de l'ordre (national), mission d'observation, mission de protection, engagement armé passif, engagement armé actif) et ce, quel que soit le cadre de cette opération (ONU, OTAN, UEO).

M. Spinnewyn constate que le parachutage de nourriture par avion dans une région dangereuse constitue une mission d'assistance internationale au sens du § 1^{er}, 2°, b). Si l'avion s'écrase et que les

waarvan de amendering wordt voorgesteld betrekking heeft op de vraag wanneer een militair zich in periode van vrede bevindt. Dat is met name het geval wanneer hij deelneemt aan operaties die het gevolg zijn van politieke beslissingen. Hoe die beslissingen tot stand komen, doet hier niet ter zake.

De heer Candries sluit zich hierbij aan. De militair dient te weten waar hij met betrekking tot zijn statuut aan toe is. Omwille van de rechtszekerheid mag dat statuut niet afhankelijk gemaakt worden van politieke wisselvalligheden.

De indiener van het amendement repliceert dat aan het statuut van de militair niet wordt geraakt. Er wordt alleen voor gezorgd dat ook in de toekomst de dialoog tussen Parlement en regering inzake het operationeel inzetten van militairen verzekerd blijft.

De heer De Bremaeker vraagt waarom respectievelijk de Koning, de regering of de minister van Landsverdediging vermeld worden naargelang het gaat om achtereenvolgens in a) en b) van § 1, 2° bedoelde beslissingen in verband met de aanwending van de krijgsmacht (in periode van vrede). Kan de minister van Landsverdediging overigens alléén beslissen dat de oorlogstijd ingaat ?

De minister antwoordt dat de door de Koning op grond van § 1, 2°, a), genomen beslissingen betrekking hebben op de nadere regelen volgens welke de strijdkrachten operationeel ingezet worden. De beslissingen op grond van § 1, 2°, b), houden daarentegen verband met opdrachten van hulpverlening waaraan de krijgsmacht deelneemt. Als die hulpverlening in internationaal verband geschiedt, dient de desbetreffende beslissing door de regering te worden genomen. Vindt diezelfde hulpverlening op nationaal vlak plaats (bijvoorbeeld het opblazen van een kerktoeren die op instorten staat), dan kan de minister van Landsverdediging de beslissing alleen nemen.

De heer De Bremaeker haalt vervolgens de volgende situatie aan : de strijdkrachten zijn belast met een opdracht inzake hulpverlening aan de Koerden in Turkije. Zal de Koning, als die opdracht achteraf in een operationele inzet wordt omgezet (het sturen van vliegtuigen in het raam van opdrachten die, al naar het geval, door de UNO, de NAVO of de WEU worden opgelegd), daarvoor zijn toestemming moeten verlenen ?

De minister antwoordt dat in voorkomend geval een gedeelte van de krijgsmacht, in casu de luchtmacht, op grond van de regeringsbeslissing zal worden aangewend. Dat gebeurt in een operatie die behoort tot één van de vijf vormen van operationele inzet die thans bij koninklijk besluit worden bepaald, met name (nationale) ordehandhaving, observatieopdrachten, beschermingsopdrachten, gewapende passieve dan wel actieve inzet, en dit ongeacht de context waarin die operaties doorgaan (VN, NAVO, WEU).

De heer Spinnewyn stelt vast dat vliegtuigen die boven woelige regio's voedsel droppen, krachtens § 1, 2°, b), een onderdeel zijn van een internationale opdracht van hulpverlening. Wordt die opdracht geen

survivants sont faits prisonniers, ne se trouve-t-on pas en présence d'une mission, qui s'est avérée être un engagement opérationnel ?

Le ministre signale que l'article 3 définit un cadre caractérisé par une terminologie déterminée. Ce cadre permet de faire le lien entre la situation administrative du militaire et la forme de mise en œuvre de la force armée dans laquelle il est engagé. Ce cadre ouvre des droits, notamment pécuniaires, que l'on retrouvera décrits dans le projet de loi relatif aux droits pécuniaires des militaires (Doc. n° 1392/1-93/94).

Dans l'exemple cité, les pilotes et membres d'équipage de l'avion étaient en mission d'assistance en milieu international. Ceci leur ouvrira d'une part le droit à un certain type de rémunération et d'autre part le droit à la pension de réparation sur le taux « pied de guerre ».

Ceci ouvrira par ailleurs le droit, dans le chef des veuves ou orphelins des victimes, à l'indemnité « attentat » et à la pension de survie.

Art. 4

M. De Bremaeker se demande si les obligations militaires visées à l'alinéa 3, 2°, sont déjà fixées.

Le ministre répond que les obligations visées au troisième alinéa, 2°, n'ont pas encore été fixées. Il espère que les dispositions afférentes au cadre de réserve seront prêtes au plus tard à l'automne.

Art. 5

M. De Bremaeker demande si le deuxième alinéa, 5°, est également applicable au militaire qui est frappé d'une incapacité de travail consécutive à un accident qui s'est produit pendant le week-end.

Le ministre précise qu'un militaire de réserve peut se trouver dans la position « en service actif » lorsqu'il a été frappé d'une incapacité de travail, par exemple à la suite de blessures reçues pendant le service et par le fait du service et lorsqu'il a émis le souhait de rester en service. Dans ce cas, il bénéficie gratuitement des soins de santé, ainsi que d'une pension de réparation. Le militaire qui a été la victime d'un accident de la circulation ne pourra bénéficier de ce régime que si l'accident en question s'est produit pendant le service et par le fait du service.

Le président demande si l'article 18 du projet de loi, aux termes duquel le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la loi en projet, ne pourrait pas poser de problèmes en ce qui concerne les dossiers qui sont actuellement à l'examen.

Le ministre répond que le projet de loi à l'examen ne modifie en rien le régime existant.

operationele inzet in geval het vliegtuig neerstort en de overlevenden gevangen worden genomen ?

De minister wijst erop dat artikel 3 een kader creëert, met een bepaalde kenmerkende terminologie, dat het mogelijk maakt de administratieve toestand van de militair te koppelen aan de manier waarop zijn krijgsmachtonderdeel wordt aangewend. Zulks brengt (met name geldelijke) rechten mee, die worden uitgewerkt in het wetsontwerp betreffende de geldelijke rechten van de militairen (Stuk n° 1392/1-93/94).

In het aangehaalde voorbeeld ondersteunen de piloten en de bemanningsleden van het vliegtuig een internationale opdracht van hulpverlening, waardoor ze recht hebben op een bepaalde vergoeding, alsmede een vergoedingspensioen « oorlogstijd ».

Zulks geeft overigens ook de weduwen en wezen van slachtoffers recht op de vergoeding « aanslag » en het overlevingspensioen.

Art. 4

De heer De Bremaeker vraagt of de in het derde lid, 2°, bedoelde « militaire verplichtingen » al zijn bepaald.

De minister antwoordt dat de verplichtingen bedoeld in het derde lid, 2°, nog niet werden vastgelegd. Hij hoopt uiterlijk in het najaar met de regeling voor het reservekader klaar te zijn.

Art. 5

De heer De Bremaeker vraagt of de militair die arbeidsongeschikt wordt ten gevolge van een weekendongeval ook onder het toepassingsgebied van het tweede lid, 5°, valt.

De minister preciseert dat een reservemilitair zich in de stand « in werkelijke dienst » kan bevinden wanneer hij arbeidsongeschikt geworden is ten gevolge van bijvoorbeeld kwetsuren die hij gedurende en door de dienst heeft opgelopen en wanneer hij de wens heeft geuit in dienst te willen blijven. In dat geval geniet hij gratis geneeskundige verzorging, als ook een vergoedingspensioen. Een militair die het slachtoffer is geworden van een verkeersongeval zal slechts die regeling kunnen genieten, indien het ongeval zich voordeed gedurende en door de dienst.

De voorzitter vraagt of er gelet op artikel 18 van het wetsontwerp, naar luid waarvan de Koning de datum van inwerkingtreding van elk van de bepalingen van de wet vaststelt, geen problemen kunnen rijzen met betrekking tot dossiers die thans in behandeling zijn.

De minister antwoordt dat de bestaande regeling door het wetsontwerp hoegenaamd niet wordt gewijzigd.

Art. 6 à 8

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 9

M. Spinnewyn s'enquiert du régime qui sera applicable aux primes de danger. Celles-ci sont-elles les mêmes pour les sous-positions « en assistance » et « en engagement opérationnel » ?

Le ministre répond que les primes sont différentes, étant donné que les militaires, qui se trouvent dans ces positions, ne courent généralement pas les mêmes risques. Il précise en outre que le régime de la prime journalière forfaitaire, qui est actuellement d'application, sera remplacé par un régime, en vertu duquel le montant brut alloué sera supérieur à celui de la prime actuelle. Après déduction des retenues fiscales sur certaines quotités, le montant net des primes sera toutefois comparable au montant actuellement alloué.

Art. 10 à 18

Ces articles n'appellent pas d'observations.

IV. — VOTES

Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés par 7 voix contre une et quatre abstentions.

L'amendement n° 1 de *M. Dallons* est rejeté par 7 voix contre une et quatre abstentions.

Les articles 3 et 4 sont adoptés par 7 voix contre une et quatre abstentions.

Les articles 5 à 8 sont adoptés par 9 voix et trois abstentions.

Les articles 9 et 10 sont adoptés par 7 voix contre une et quatre abstentions.

Les articles 11 à 18 sont adoptés par 9 voix et trois abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet est adopté par 7 voix contre une et quatre abstentions.

Le Rapporteur,

H. MARSOUL

Le Président,

J. DEVOLDER

Art. 6 tot 8

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 9

De heer Spinnewyn informeert naar het stelsel dat van toepassing zal zijn op de gevarenpremies. Zijn die premies gelijk voor de deelstanden « in hulpverlening » en « in operationele inzet » ?

De minister antwoordt dat aangezien de militairen die zich in die standen bevinden doorgaans niet dezelfde risico's lopen, ook de premies verschillen. Hij stipt voorts aan dat het stelsel van de forfaitaire dagpremie dat nu van kracht is, zal worden vervangen door een stelsel dat een hoger brutobedrag zal opleveren. Na aftrek van de fiscale inhoudingen op bepaalde gedeelten zullen de premies evenwel netto vergelijkbaar zijn met de huidige.

Art. 10 tot 18

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen.

IV. — STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

Amendement n° 1 van de heer *Dallons* wordt verworpen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De artikelen 3 en 4 worden aangenomen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De artikelen 5 tot 8 worden aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

De artikelen 9 en 10 worden aangenomen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De artikelen 11 tot 18 worden aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt aangenomen met 7 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De Rapporteur,

H. MARSOUL

De Voorzitter,

J. DEVOLDER

ERRATA**Intitulé**

A la troisième et à la quatrième ligne, lire « périodes et positions dans lesquelles » au lieu de « temps et positions dans lesquels ».

Art. 6

Au 5°, deuxième et troisième lignes, lire « une peine privative » au lieu de « une peine de privation ».

Art. 10

Au deuxième alinéa, avant-dernière ligne, lire « à l'alinéa 1^{er} » au lieu de « au 1° ».

Art. 17

Au deuxième alinéa, il y a lieu de lire le 2° du texte néerlandais comme suit :

« 2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen wijzigen om die met de nieuwe nummering in overeenstemming te brengen; »

Art. 18

In fine du texte néerlandais, lire « van iedere bepaling » au lieu de « van elk van de bepalingen ».

ERRATA**Opschrift**

Op de derde regel leze men « periodes » in plaats van « tijden ».

Art. 6

In 5°, op de tweede en de derde regel, van de Franse tekst leze men « une peine privative » in plaats van « une peine de privation ».

Art. 10

In het laatste lid, op de tweede regel leze men « In het eerste lid » in plaats van « In 1° ».

Art. 17

In het tweede lid leze men het 2° als volgt :

« 2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen wijzigen om die met de nieuwe nummering in overeenstemming te brengen; ».

Art. 18

In fine leze men « van iedere bepaling » in plaats van « van elk van de bepalingen ».